



***Histoire d'une OPA réussie :
La captation de l'électorat frontiste par Nicolas Sarkozy***

Selon les cumuls d'enquêtes de l'Ifop, 38 % des électeurs lepénistes de 2002 ont voté Sarkozy contre 53 % pour Le Pen. Il s'agit ici d'un des enseignements majeurs de cette élection. Alors que le FN était durablement enraciné depuis plus de 20 ans, qu'il a su surmonter la scission avec le MNR en se qualifiant pour le second tour en 2002 et que son électorat était resté depuis lors fortement mobilisé (en témoignent les régionales de 2004 et le référendum où le FN a constitué une part importante des bataillons du « non ») comment expliquer cet effondrement subit et violent ?

Bien que certains au FN ont fait porter à la stratégie de « banalisation » la responsabilité de cet échec, les vraies causes résident en fait principalement dans le changement d'attitude de la droite et de son leader vis à vis du FN. Après avoir essayé un temps, à la fin des années 80, de séduire cet électorat, on se souvient du duo Pasqua/Pandraud et des propos de Chirac sur « *le bruit et l'odeur* », la droite, Chirac en tête, avait objectivement renoncé à le reconquérir. On assista ensuite à un changement de pied complet avec Sarkozy qui, dès après 2002, décida de s'adresser à la « droite décomplexée » et d'aller rechercher les voix du FN. La stratégie retenue visa à réinvestir certaines thématiques tout en affrontant le personnage directement ou indirectement, en se façonnant une image à l'opposé de la sienne. Cela fut parfaitement visible lors de l'émission « *100 minutes pour convaincre* » en novembre 2003 où Sarkozy bouscula Le Pen lors du débat et s'ingénia à le cantonner dans la posture d'un vieux leader, tenant certes des diatribes radicales, mais sans prise sur la réalité alors que lui agissait énergiquement et au quotidien en tant que Ministre de l'Intérieur. Cette stratégie était des plus habiles dans la mesure où elle jouait sur le fort niveau « d'exaspération » de l'électorat frontiste, sur sa soif d'action et de rupture tout comme sur les doutes existants, depuis le second tour de 2002, quant à la capacité de Le Pen à accéder au pouvoir et à appliquer son programme. Face à cela, Sarkozy mettait en avant son style fondé sur l'action avec, au cœur du dispositif, son activisme débordant en matière de sécurité. Et alors que le FN critiquait son « bilan en trompe l'œil », les électeurs lepénistes déclarèrent très tôt dans les enquêtes qualitatives : « *au moins, il essaie d'apporter des réponses et s'il ne peut pas aller au bout, c'est car Villepin et Chirac l'en empêchent* ». C'est alors assez logiquement que lors de la campagne, Sarkozy apparut à 48 % des lepénistes de 2002 comme le candidat le plus à même de garantir la sécurité, Le Pen ne recueillant que 33 % alors qu'en 2002, il devançait sur, ce thème, tous les candidats dans son électorat, mais aussi parmi l'ensemble des Français... Cette spoliation de la thématique sécuritaire a été assurément ce qui a le plus nui à Le Pen. Certes la fermeté affichée par Sarkozy sur la question turque (toujours en rupture face à ligne Chirac) et sur l'immigration lui ont permis de susciter l'intérêt de cet électorat. Mais dans la dernière phase de la campagne, les événements de la Gare du Nord ont fait nettement progresser les intentions de vote en faveur de Sarkozy parmi les lepénistes de 2002 tandis que l'annonce d'un Ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale lui fit perdre du terrain, comme si

sur ce thème, les électeurs FN « *préféraient l'original à la copie* ». Au soir du premier tour, Le Pen ne conservera que son électorat idéologiquement le plus dur, le plus attaché à la préférence nationale alors que les autres optaient pour Sarkozy. Cette cassure correspondit également à une fracture sociologique et géographique : Le Pen résista mieux dans les milieux populaires et dans la France ouvrière du Nord-Est, qui se rallièrent néanmoins massivement au second tour.

A l'issue de ce désastre, une réaction s'imposait. Après avoir adopté une attitude sereine face à l'offensive sarkozienne et mené une campagne présidentielle assez peu active, Le Pen passera dans toutes les régions avant les législatives dans le but de remobiliser son électorat. Mais il est peut être déjà bien trop tard. 30 % des électeurs lepénistes du premier tour (qui constituent, on l'a vu, le noyau dur du frontisme) s'apprêtent à voter pour un candidat UMP tandis que dans le baromètre Ifop/JDD, la cote de popularité du nouveau Président atteint 88 % parmi les sympathisants FN. Un record historique...

Jérôme Fourquet
Directeur Adjoint du Département Opinion Publique
Ifop